

Cahier de soumission

Projet Forestiers_A1

CENTRALE MUNICIPALE D'ACHAT ET D'IMPRESSION
RUE PIERRE-FATIO 17
CH-1204 GENEVE

Table des matières

I	DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Contenu du dossier d'appel d'offres.....	4
2	Autorité adjudicatrice et organe d'exécution	4
3	Inscription et demande du dossier d'appel d'offres	4
4	Communication avec l'organe d'exécution.....	4
5	Engagements de l'autorité adjudicatrice	5
6	Frais d'établissement	5
II	PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES.....	5
7	Mode de passation du marché	5
8	Bases légales	5
9	Langue officielle de la procédure et de l'exécution du marché.....	5
10	Questions complémentaires	5
11	Séance d'information et/ou visites	6
12	Planification de la procédure d'appel d'offres.....	6
III	DESCRIPTIF DU MARCHE	6
13	Objet et composition du marché	6
14	Nomenclature	6
15	Durée du marché	6
16	Importance du marché	6
17	Lieu et date d'exécution du marché	7
18	Devise monétaire applicable.....	7
19	Modification du cahier des charges par l'autorité adjudicatrice	7
IV	CONDITIONS DE SOUMISSION.....	7
20	Conditions pour être admis à soumissionner	7
21	Incompatibilité	7
22	Consortium.....	7
23	Sous-traitance	8
24	Mise à disposition occasionnelle de travailleurs.....	8
25	Conditions de participation.....	8
26	Critères d'aptitude et preuves d'aptitude	10
V	CLAUSES PARTICULIERES.....	10
27	Exécution du contrat.....	10
VI	ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE	11
28	Présentation de l'offre	11
29	Pluralité d'offres	11
30	Offres partielles.....	11
31	Durée de validité de l'offre	11
32	Langue de l'offre	12
33	Variantes	12
34	Prix et prestations du soumissionnaire.....	12
35	Modalités et délai ferme de remise de l'offre	12
36	Recevabilité de l'offre	13
37	Motifs d'exclusion	13
38	Négociations	14
VII	ANALYSE ET ADJUDICATION	14
39	Comité d'évaluation.....	14
40	Critères d'adjudication.....	14
41	Méthode d'évaluation des offres.....	15

42	Contrôle de l'offre, vérification des prix	16
43	Offre qui ne répond pas aux attentes minimales.....	17
44	Décision d'adjudication.....	17
VIII	CLAUSES CONTRACTUELLES	17
45	Intégration de l'offre au contrat	17
IX	DISPOSITIONS FINALES	17
46	Documents d'appel d'offres.....	17
47	Interprétation des documents d'appel d'offres.....	17
48	Propriété et confidentialité des documents et informations	18
49	Droit d'adjudication d'un nouveau marché lié au présent marché	18
50	Autres dispositions.....	18
X	ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE	18

I DISPOSITIONS GENERALES

1 Contenu du dossier d'appel d'offres

- 1.1 Le dossier d'appel d'offres est constitué principalement des documents suivants : le cahier de soumission, le cahier des charges, les formulaires d'offre, la page de garde et le projet de contrat.
- 1.2 Le cahier de soumission a pour objectif de définir les conditions générales auxquelles la Ville de Genève lance le présent appel d'offres public.
- 1.3 Le cahier des charges décrit le cadre et les exigences techniques de l'appel d'offres. Il définit les besoins liés au présent marché.
- 1.4 Les formulaires d'offre précisent les exigences de rendu des offres par les soumissionnaires.
- 1.5 La page de garde contient les informations relatives au soumissionnaire, le montant de son offre ainsi qu'une checklist des éléments constitutifs de l'offre.
- 1.6 Le projet de contrat énonce les éléments contractuels objet de l'appel d'offre qui sera complété par les éléments de l'offre de l'adjudicataire.
- 1.7 En déposant son offre, le soumissionnaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des conditions relatives au présent marché et à y joindre tous les documents requis. Il s'engage à présenter son offre conformément à l'article 29 « Présentation de l'offre ».

2 Autorité adjudicatrice et organe d'exécution

- 2.1 L'autorité adjudicatrice est la Ville de Genève.
- 2.2 L'organe d'exécution est la Centrale municipale d'achat et d'impression (ci-après « CMAI »), dont l'adresse est :

Centrale municipale d'achat et d'impression
Rue Pierre-Fatio 17
1204 Genève

- 2.3 Le service bénéficiaire (ci-après « SEVE ») de la Ville de Genève est :

Service des espaces verts
Rue de Lausanne 118
1202 Genève

3 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

- 3.1 Le soumissionnaire est tenu de s'inscrire sur le site internet www.simap.ch pour participer au présent appel d'offres.
- 3.2 Les documents d'appel d'offres sont disponibles en libre téléchargement sur la plateforme SIMAP.
- 3.3 Le soumissionnaire est responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont caduques.

4 Communication avec l'organe d'exécution

- 4.1 Durant la procédure, aucune forme de communication n'est autorisée hormis celle prévue à l'article 10.

5 Engagements de l'autorité adjudicatrice

5.1 L'autorité adjudicatrice s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle tous les documents et informations portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- organiser la procédure avec esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

6 Frais d'établissement

6.1 L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité.

6.2 Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'autorité adjudicatrice pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

II PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

7 Mode de passation du marché

7.1 Type de procédure : ouverte nationale

7.2 Genre de marché : services

8 Bases légales

8.1 Le présent appel d'offres est soumis notamment aux bases légales suivantes :

- a) à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6 octobre 1995 ;
- b) à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) révisé du 15 mars 2001 ;
- c) au Règlement de la République et canton de Genève sur la passation des marchés publics (RMP, L6 05.01) du 17 décembre 2007.

8.2 Les textes légaux peuvent être notamment obtenus auprès de la Chancellerie d'État ou téléchargés sur le site Internet : www.simap.ch.

9 Langue officielle de la procédure et de l'exécution du marché

9.1 La langue officielle pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché pour toute information, documentation, audition et échange de courrier est le français.

10 Questions complémentaires

10.1 Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être posées, de manière précise et concise, sur le forum de l'appel d'offres, sur le site www.simap.ch. L'ensemble des questions posées et leur réponse feront partie intégrante de l'appel d'offres. Les questions doivent être posées uniquement lors de la période prévue à cet effet, celle-ci est mentionnée à l'article 12 « Planification de la procédure d'appel d'offres ».

10.2 L'autorité adjudicatrice se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans pertinence par rapport au marché à adjuger ou dont la réponse résulte clairement des documents d'appel d'offres remis au soumissionnaire.

11 Séance d'information et/ou visites

- 11.1 Des visites de sites sont prévues pour les sites de la Bâtie et de Châtillon conformément au planning contenu à l'article 12 « Planification de la procédure d'appel d'offres ». Toute question ou demande de clarification lors de ces visites devront être posées via SIMAP.

12 Planification de la procédure d'appel d'offres

Date/période	Événement
Le 01.09.2021	Publication de l'avis d'appel d'offres.
Délai au 28.09.2021	Date limite pour obtenir des renseignements complémentaires auprès de l'autorité adjudicatrice. Les dernières réponses seront communiquées via le forum SIMAP au plus tard 4 jours ouvrés après l'échéance de ce délai.
Le 13.09.2021	De 13h30 à 14h30 : Visite du chantier situé à la Bâtie. Le lieu de RDV est la buvette Sadara située au 20 chemin de la Bâtie à Genève. Aucune inscription préalable n'est nécessaire pour cette visite.
	De 15h15 à 16h15 : Visite du chantier situé à Châtillon. Le lieu de RDV est le parking à l'entrée du bois de Châtillon accès par le chemin Fabri à Bernex. Aucune inscription préalable n'est nécessaire pour cette visite.
Le 11.10.2021 à 12h00	Date et heure limites (DELAÏ FERME) auxquelles les documents d'offre devront être en possession de la CMAI, organe d'exécution du présent marché.
Le 12.10.2021	Date de la séance d'ouverture des offres à l'adresse de l'organe d'exécution. Cette séance n'est pas publique.
Dès le 13.10.2021	Phase d'analyse des offres au cours de laquelle l'autorité adjudicatrice pourra demander des précisions aux soumissionnaires. Ces demandes ainsi que les réponses feront partie intégrante de l'appel d'offres.
Le 03.11.2021	Date estimative de publication de l'adjudication.
Le 26.11.2021	Exécution du contrat.

III DESCRIPTIF DU MARCHÉ

13 Objet et composition du marché

- 13.1 L'objet du marché porte sur la réalisation de travaux forestiers.
- 13.2 Le descriptif complet du marché, ses détails techniques et les exigences de la Ville de Genève sont exposés dans le cahier des charges.

14 Nomenclature

- 14.1 Code(s) CPV : 77211100

15 Durée du marché

- 15.1 Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois.
- 15.2 Il peut être reconduit, de 12 mois en 12 mois tacitement, si l'autorité adjudicatrice ne l'a pas résilié 3 mois avant sa date d'échéance, mais pour une durée totale maximale de 60 mois (y compris les 12 mois initiaux).

16 Importance du marché

- 16.1 Le marché est décrit à l'article 13 ainsi que dans les différents documents d'appel d'offres.
- 16.2 Les montants et les chiffres mentionnés dans les documents d'appel d'offres sont des valeurs estimatives et ne représentent en aucun cas un engagement ferme de nombre ou de quantité de la part de l'autorité adjudicatrice.

- 16.3 Les éléments cartographiques, photographiques et infographiques sont remis à titre indicatif et n'ont aucune valeur contractuelle.
- 16.4 L'adjudicataire ne peut prétendre à une indemnisation si la valeur de marché annoncée ne correspond pas au marché réel.

17 Lieu et date d'exécution du marché

- 17.1 Le marché s'exécutera selon les modalités prévues dans le cahier des charges.
- 17.2 Sauf convention contraire, la réalisation du marché débutera conformément à la planification citée à l'article 12 « Planification de la procédure d'appel d'offres » du présent cahier de soumission.

18 Devise monétaire applicable

- 18.1 La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le franc suisse (CHF).

19 Modification du cahier des charges par l'autorité adjudicatrice

- 19.1 L'autorité adjudicatrice peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires.
- 19.2 Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'autorité adjudicatrice indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre.
- 19.3 Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, elle veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis sur un pied d'égalité et disposent d'un délai suffisant pour répondre à la demande.
- 19.4 En cas de modification mineure, l'autorité adjudicatrice peut également ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais émettre des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui feront l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, l'autorité adjudicatrice se réserve le droit de procéder à une interruption et à un renouvellement de la procédure.

IV CONDITIONS DE SOUMISSION

20 Conditions pour être admis à soumissionner

- 20.1 Sont admis à soumissionner les candidats qui :
 - a) répondent cumulativement aux conditions fixées dans le présent appel d'offres ;

21 Incompatibilité

- 21.1 Le bureau Nivalp a été impliqué dans la préparation des documents de l'appel d'offres notamment la rédaction du cahier des charges technique.

22 Consortium

- 22.1 La formation d'un consortium n'est pas autorisée.

23 Sous-traitance

- 23.1 La sous-traitance est autorisée pour toutes les opérations sauf les travaux mécanisés de débardage et d'abattage.
- 23.2 Au cours du contrat, la sous-traitance de l'héliportage et du câblage pourra être envisagée en cas de nécessité. L'annonce de cette sous-traitance n'est pas exigée dans l'offre soumise.
- 23.3 La sous-traitance au deuxième degré est interdite lors de l'exécution du présent marché.
- 23.4 En cas de sous-traitance, le soumissionnaire doit indiquer lors du dépôt de son offre :
 - a) le nom et le siège de chaque sous-traitant ;
 - b) la nature et la part des prestations sous-traitées.
- 23.5 Lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire est tenu de produire pour chaque sous-traitant les documents requis à l'article 25 « Conditions de participation » afin que son offre soit prise en compte. Chaque sous-traitant doit respecter l'ensemble des conditions tant durant la procédure que dans l'exécution du marché.
- 23.6 Un sous-traitant qui n'a pas été expressément annoncé lors du dépôt de l'offre, lors de la signature du contrat ou pendant l'exécution du marché, sera refusé.

24 Mise à disposition occasionnelle de travailleurs

- 24.1 La mise à disposition occasionnelle de travailleurs et travailleuses n'est pas autorisée lors de l'exécution du présent marché.

25 Conditions de participation

- 25.1 Pour participer au présent appel d'offres, chaque soumissionnaire doit fournir pour lui et pour ses sous-traitants les documents demandés. Suivant son statut et celui de ses sous-traitants, les pièces à produire diffèrent et le soumissionnaire doit se référer au tableau ci-dessous pour remettre les documents adéquats.

Conditions de participation		Statut				Origine du document
		Entreprise	Indépendant sans employé	Indépendant avec employé(s)		
				Pour l'indépendant	Pour le(s) employé(s)	
A.1	Attestations justifiant que la couverture du personnel en matière des assurances sociales est assurée conformément à la législation en vigueur au siège social du soumissionnaire et que celui-ci est à jour avec le paiement de ses cotisations : vieillesse et survivants – AVS invalidité – AI, perte de gain – APG, maternité – Amat, chômage – AC.	X X	X	X	X	Caisse de compensation
A.2	Attestation justifiant que la couverture du personnel en matière des assurances sociales LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité) est assurée conformément à la législation en vigueur au siège social du soumissionnaire et que celui-ci est à jour avec le paiement de ses cotisations. Dans le cas où aucun membre du personnel n’est soumis, le soumissionnaire fournira une déclaration écrite l’attestant.	X			X	Institutions LPP ou syndicats gestionnaires des cotisations Soumissionnaire
A.3	Attestation justifiant que la couverture du personnel en matière des assurances sociales LAA (Loi fédérale sur l’assurance-accidents) est assurée conformément à la législation en vigueur au siège social du soumissionnaire et que celui-ci est à jour avec le paiement de ses cotisations.	X			X	Assurance, SUVA
A.4	Attestation certifiant, pour le personnel appelé à travailler sur le territoire genevois : soit que le soumissionnaire est signataire d’une convention collective de sa branche, applicable à Genève soit qu’il a signé auprès de l’Office Cantonal de l’Inspection et des Relations du Travail (www.ge.ch/obtenir-attestation-ocirt) un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture du personnel en matière de retraite, de perte de gain en cas de maladie, d’assurance accident et d’allocations familiales. Dans le cas où aucun membre du personnel n’est appelé à travailler sur le territoire genevois dans le cadre de l’exécution de ce marché, le soumissionnaire fournira une déclaration écrite l’attestant.	X			X	Convention collective ou OCIRT Soumissionnaire
A.5	Attestation émise par l’autorité fiscale compétente justifiant que le prestataire s’est acquitté de ses obligations en matière d’impôts à la source retenus sur le salaire de son personnel qui y est soumis ou qu’il n’a pas de personnel soumis à cet impôt.	X			X	Autorité fiscale
A.6	Une déclaration du soumissionnaire s’engageant à respecter le principe de l’égalité entre femmes et hommes.	X			X	Autorité adjudicatrice (Cf Formulaire d’offre B)
A.7	Une déclaration du soumissionnaire attestant qu’il n’emploie pas de personnel.		X			Soumissionnaire

- 25.2 Ne seront prises en considération que les offres complètes accompagnées des attestations et documents exigés à l'alinéa 25.1 du présent article.
- 25.3 Pour être valables, les attestations visées à l'alinéa 25.1 ne doivent pas être antérieures de plus de 3 mois à la date fixée pour leur production, sauf dans les cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure.
- 25.4 Si le soumissionnaire prouve que les documents exigés n'existent pas à son siège, des moyens de preuve équivalents peuvent être acceptés.
- 25.5 Le soumissionnaire a l'obligation de remettre les documents mentionnés dans le présent article dans le même délai que le dépôt de l'offre. En remettant ces documents, le soumissionnaire confirme sur l'honneur qu'il en respectera les exigences pendant toute la durée de la procédure de mise en concurrence et sur la durée de l'exécution du marché, ceci y compris pour ses sous-traitants. Le non-respect de l'une ou l'autre des conditions peut entraîner l'exclusion immédiate du soumissionnaire de la procédure et, le cas échéant, la résiliation anticipée ou immédiate, selon la gravité du manquement, du contrat en cours.
- 25.6 Si, lors de l'ouverture des offres, les conditions de participation ne sont pas démontrées, un délai de 10 jours pourra être accordé pour une mise en conformité avec les exigences.

26 Critères d'aptitude et preuves d'aptitude

26.1 Le soumissionnaire doit remplir les critères d'aptitude suivants :

- a) être une entreprise forestière déclarée au registre du commerce comme exerçant des travaux forestiers (abattage, débardage, soins culturels, etc.) ;
- b) présenter des garanties de solvabilité et de pérennité de l'entreprise ;
- c) justifier d'expériences pour des marchés similaires.

26.2 Afin de prouver le respect des critères d'aptitude, le soumissionnaire doit produire les documents suivants :

Preuves d'aptitude		Origine du document
B.1	Extrait du Registre du commerce. La raison sociale indiquée sur la page de garde doit être identique à celle figurant au Registre du commerce.	Registre du commerce
B.2	Attestation de non-poursuite ou extrait du registre des poursuites daté de moins de 3 mois. Si l'entreprise est sujette à des poursuites en suspens, l'extrait doit être commenté par le soumissionnaire qui doit en indiquer les raisons.	Office des poursuites et des faillites
B.3	3 références en rapport avec le type de marché à exécuter, en termes d'objet, de complexité, de grandeur de site et d'importance et qui ont été exécutées en forêt.	Cf Formulaire d'offre B

26.3 Si, lors de l'ouverture des offres, les critères d'aptitude ne sont pas dûment prouvés, l'autorité adjudicatrice pourra accorder un délai de 10 jours pour une mise en conformité avec ces exigences.

V CLAUSES PARTICULIERES

27 Exécution du contrat

- 27.1 Le soumissionnaire s'engage à présenter, au plus tard au moment de la signature du contrat, une attestation d'assurance de responsabilité civile d'un montant d'au minimum CHF 5'000'000.- par sinistre. La raison sociale de la compagnie d'assurance RC et la prochaine échéance de la police doivent y figurer.
- 27.2 En cas d'annulation du marché, l'adjudicataire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

VI ÉTABLISSEMENT DE L'OFFRE

28 Présentation de l'offre

28.1 L'offre remise à l'autorité adjudicatrice doit impérativement réunir la totalité des documents requis dans cet appel d'offres, à savoir :

- page de garde de l'offre **datée et signée** ;
- conditions de participation selon article 25 ;
- preuves d'aptitude selon article 26 ;
- cahier de soumission ;
- cahier des charges ;
- formulaire d'offre A ;
- formulaire d'offre B ;
- annexes 1 à 18 ;
- l'organigramme lié à l'exécution du marché ;
- la copie des certifications ou diplômes forestiers des personnes responsables et du personnel ouvrier ;
- projet de contrat ;
- un exemplaire informatique des formulaires dans leur format natif (MS Word / MS Excel) sur une clé USB, CD ou DVD.

28.2 Dans le cas où des divergences entre les documents au format informatique et les documents au format papier seraient constatées, seul le contenu des documents au format papier ferait foi.

28.3 L'ensemble des documents, y compris les attestations officielles et les annexes, doit être soigneusement relié, indexé et référencé afin de permettre une recherche aisée de l'information.

29 Pluralité d'offres

29.1 Chaque soumissionnaire ne peut déposer qu'une seule offre.

30 Offres partielles

30.1 Les offres partielles ne sont pas admises. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

30.2 Seront considérées notamment comme offres partielles, les offres qui répondent partiellement aux exigences du cahier des charges indépendamment du fait que le marché soit divisé en plusieurs lots.

31 Durée de validité de l'offre

31.1 Les offres déposées sont valables jusqu'à l'attribution définitive du marché, mais au plus tard 12 mois à compter de la date de rendu des offres.

31.2 Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'autorité adjudicatrice à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire voire sur une erreur essentielle au sens de l'article 24 alinéa 1 chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'article 26 CO.

31.3 Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après la date de dépôt fixée par l'autorité adjudicatrice.

32 Langue de l'offre

32.1 L'offre et tous les documents faisant partie de la soumission doivent être rédigés en français.

33 Variantes

33.1 Les variantes par rapport au cahier des charges ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération par l'autorité adjudicatrice. Toutefois, si un soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, l'autorité adjudicatrice peut en tenir compte lors de l'établissement du contrat avec l'adjudicataire concerné.

34 Prix et prestations du soumissionnaire

34.1 Tous les prix doivent être indiqués :

- a) en francs CHF hors TVA ;
- b) en francs CHF TTC.

34.2 Les prix mentionnés dans le formulaire d'offre devront notamment inclure :

- a) les frais liés à la protection du chantier et des alentours ;
- b) les frais liés à la protection des arbres et arbustes ;
- c) les frais liés à la signalisation et aux moyens de barrage ;
- d) les frais liés à l'entretien des routes en cas de dégâts ;
- e) les frais liés au déblaiement de la neige ;
- f) les frais liés au démontage des ouvrages et du mobilier urbain gênant la prestation ;
- g) les frais liés aux ajustements relatifs aux réseaux aériens et aux bâtiments gênant la prestation ;
- h) les frais liés à la remise en état des lieux ;
- i) les prestations d'abattage des arbres de diamètre inférieur à 16cm ainsi que tous les frais et autres taxes.

34.3 Le soumissionnaire doit clairement indiquer quelles sont :

- a) ses bases de calculs ;
- b) les prestations qui ne sont pas incluses dans son offre.

34.4 Les montants indiqués dans l'offre de l'adjudicataire sont fixes et fermes pour toute la durée du contrat.

35 Modalités et délai ferme de remise de l'offre

35.1 L'offre complète doit être remise en un exemplaire papier dûment datée et signée par le soumissionnaire. Elle doit être remise **en main propre** de la CMAI conformément au planning contenu à l'article 12 « Planification de la procédure d'appel d'offres ». (DELAÏ FERME)
Le délai est un délai soumis à réception en main propre de la CMAI, soit en ses locaux sis 17, rue Pierre-Fatio – 1er étage - 1204 Genève.

Horaires pour le dépôt des offres :

Matin : 8h30-12h

Le choix de l'acheminement et les éventuels retards dans celui-ci sont purement à la charge du soumissionnaire, de sorte que si les documents d'offre arrivent tardivement dans les locaux de la CMAI, celle-ci est dégagée de toute responsabilité.

A toutes fins utiles, il est précisé qu'aucune offre ne pourra être prise en considération après la date et l'heure limites. Il s'agit d'un délai ferme et définitif emportant l'exclusion de toute offre parvenant tardivement (pour exemple : lorsque le délai est fixé à 16h00, des documents d'offre déposés à 16h01 sont purement et simplement exclus). Aucune dérogation n'est admise.

Il est ainsi vivement conseillé aux soumissionnaires de prendre toutes les précautions utiles pour déposer leurs documents d'offre avant la date et l'heure butoirs, ceux-ci étant acceptés dès publication de l'avis d'appel d'offre.

En cas d'acheminement de l'offre par un tiers (poste, coursier...), il appartient au soumissionnaire d'assurer la traçabilité de la réception de l'offre et d'en fournir la preuve le cas échéant.

35.2 L'offre complète doit être contenue dans un pli fermé portant les mentions :

Au recto :

« Confidentiel »

« Soumission – Forestiers_A1 »

À l'attention de

Centrale municipale d'achat et d'impression

Rue Pierre-Fatio 17

1er étage

1204 Genève

Au verso ou sur le recto en haut à gauche :

« Expéditeur »

Nom du soumissionnaire

Adresse du soumissionnaire

36 Recevabilité de l'offre

36.1 L'autorité adjudicatrice évaluera uniquement les offres qui :

- a) sont arrivées dans le délai imparti, dans la forme et dans les locaux de la CMAI dont l'adresse est indiquée à l'alinéa 35.2 ;
- b) correspondent aux domaines d'activité et de compétences exigés ;
- c) sont présentées dans la langue exigée par l'autorité adjudicatrice ;
- d) sont remplies selon les indications de l'autorité adjudicatrice ;
- e) répondent aux autres conditions de soumission du présent appel d'offres ;
- f) sont accompagnées des documents requis pour la participation au présent appel d'offres (cf. alinéa 28.1).

36.2 L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'autorité adjudicatrice.

36.3 Lors de l'évaluation de l'offre, l'autorité adjudicatrice se réserve le droit de prendre contact avec les personnes citées en référence.

36.4 En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'autorité adjudicatrice procédera à une vérification plus approfondie.

37 Motifs d'exclusion

37.1 Outre les motifs de non recevabilité de l'offre, un soumissionnaire peut être exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'autorité adjudicatrice en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique.

- 37.2 Demeurent réservés les motifs d'exclusion figurant dans les bases légales applicables au présent marché.

38 Négociations

- 38.1 Tout round de négociations est exclu.
- 38.2 L'autorité adjudicatrice ne procèdera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations, les conditions financières ainsi que sur les prix offerts. Si nécessaire, elle peut inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

VII ANALYSE ET ADJUDICATION

39 Comité d'évaluation

- 39.1 Les offres seront évaluées par le comité d'évaluation suivant :

Nom, Prénom	Titre, fonction, profession
Caroline Paquet Vannier	Dendrologue
Vincent Petten	Technicien forestier
Bureau Indépendant d'ingénierie forestière	
Leïla El Khadar	Cheffe de projets - Acheteuse

- 39.2 La Ville de Genève se réserve le droit de remplacer les membres du comité d'évaluation dans le cas où ceux-ci ne pourraient pas participer à l'une ou l'autre des séances (incompatibilité, conflit d'intérêts, empêchement, etc.).
- 39.3 Il appartient au soumissionnaire d'annoncer à l'autorité adjudicatrice, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts existe notamment si un soumissionnaire est en relation d'affaires ou possède un lien de parenté avec l'un-e des membres du comité d'évaluation.

40 Critères d'adjudication

- 40.1 Le marché sera adjugé au fournisseur qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants énoncés dans l'ordre d'importance décroissant :
- prix {poids = 45%} ; (= montant total de l'offre)
 - qualité technique et organisationnelle {poids = 45%} ;
 - équité sociale & performance environnementale {poids = 10%} ;
- 40.2 Au regard de la méthode d'évaluation des offres, un critère d'adjudication peut être divisé en éléments d'appréciation. L'autorité adjudicatrice se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires en respectant le principe d'égalité de traitement et de transparence. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères principaux.
- 40.3 En présence d'offres jugées équivalentes, l'autorité adjudicatrice se réserve le droit de procéder à des auditions pour départager les soumissionnaires.

41 Méthode d'évaluation des offres

41.1 Critère « Prix » {poids = 45 %}

Le critère « Prix » par soumissionnaire est évalué sur le montant global TTC du marché tel qu'il est calculé dans le formulaire d'offre.

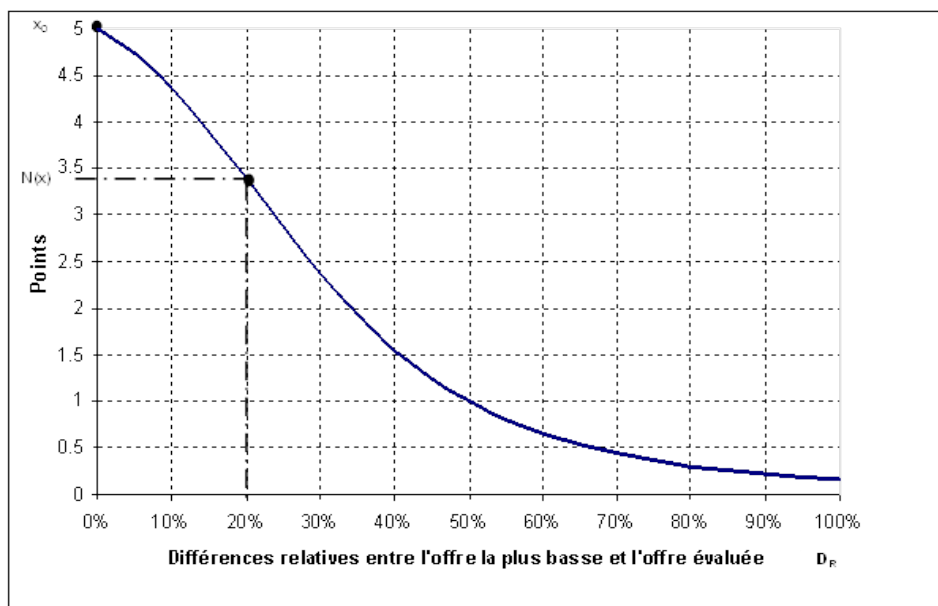
L'offre la meilleur marché calculée selon la formule ci-dessous obtient la note 5.

Ensuite les différences relatives entre l'offre considérée et l'offre la meilleur marché sont calculées selon la formule suivante :

$$D_R = \frac{x - x_0}{x_0}$$

avec : D_R : différence relative entre l'offre considérée et l'offre la meilleur marché
 x : montant de l'offre considérée
 x_0 : montant de l'offre la meilleur marché

Finalement l'attribution de la note (nombre de points) suit la courbe représentée ci-



dessous :

Fonction d'attribution de la note du critère « Prix »

Explication de l'exemple : une offre qui serait 20% plus chère que l'offre la meilleur marché obtient la note 3.4 $N(x)$ dans le tableau.

Formule de la courbe :

$$N(x) = \frac{5}{\alpha_2 - \alpha_1} \cdot \left[\frac{1}{1 + 0.08 \cdot e^{12 \cdot (1 - \frac{x_0}{x})}} - \alpha_1 \right]$$

avec : $\alpha_1 = \frac{1}{1 + 0.08 \cdot e^{12}}$ $\alpha_2 = \frac{1}{1.08}$
 x_0 : Montant de l'offre la meilleur marché
 x : Montant de l'offre évaluée
 e : Nombre d'Euler (env. 2.71828)

Le formulaire d'offre A correspondant doit être intégralement complété. Le soumissionnaire peut fournir en annexe tout autre document qu'il considère nécessaire ou pertinent pour attester les faits allégués.

41.2 Critère « qualité technique et organisationnelle » {poids = 45 %}

Dans ce critère, il est tenu compte notamment de :

- la qualité des prestations exécutées sous mandat tiers (références) ;
- l'organigramme lié au marché ;
- l'organisation proposée par site incluant le type de machines engagées ; le nombre d'ouvriers ; le nombre de personnel de sécurisation, le nombre de jours de travaux estimés ;

- la compréhension de la problématique.

Le formulaire d'offre A et B correspondant doit être intégralement complété. Le soumissionnaire peut fournir en annexe tout autre document qu'il considère nécessaire ou pertinent pour attester les faits allégués.

L'échelle de valeurs utilisée pour la notation de ce critère est décrite au point 41.4.

41.3 Critère « **équité sociale & performance environnementale** » {poids = 10 %}

Dans ce critère, il est tenu compte notamment de :

- la responsabilité sociale (nombre d'apprenti-e-s formé-e-s par an, les mesures et actions mises en place) ;
- l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Le formulaire d'offre B correspondant doit être intégralement complété. Le soumissionnaire peut fournir en annexe tout autre document qu'il considère nécessaire ou pertinent pour attester les faits allégués.

L'échelle de valeurs utilisée pour la notation de ce critère est décrite au point 41.4.

41.4 Notation des critères

Tous les critères sont notés de 0 à 5. La note maximale étant 5. L'échelle de valeur utilisée pour la notation est inspirée de celle recommandée par la Conférence romande sur les marchés publics (CROMP). Des notes intermédiaires peuvent être attribuées.

Note	Appréciation	Description
5	Très intéressant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou les documents demandés par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes minimales avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires.
4	Bon et avantageux	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou les documents demandés par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes minimales et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires.
3	Suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou les documents demandés par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes minimales, mais ne présente peu ou pas d'avantage particulier par rapport aux autres soumissionnaires.
2	Partiellement suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou les documents demandés par rapport à un critère fixé mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes minimales.
1	Insuffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou les documents demandés par rapport à un critère fixé mais dont le contenu ne répond pas aux attentes minimales.
0		Soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère fixé.

Échelle de notation (adaptée de l'échelle de notation selon CROMP)

L'adjudication se fera sur la base de la note globale pondérée qui est obtenue en additionnant les notes pondérées de chaque critère. La note pondérée de chaque critère est obtenue en multipliant la note obtenue par son poids.

42 Contrôle de l'offre, vérification des prix

42.1 L'autorité adjudicatrice procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

- 42.2 Une erreur de calcul / d'écriture manifeste, du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas doivent être vérifiés par l'autorité adjudicatrice au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment si ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix.

43 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

- 43.1 L'autorité adjudicatrice écartera les offres qui ne remplissent pas les conditions et/ou les critères d'aptitude fixés.
- 43.2 L'autorité adjudicatrice se réserve le droit d'écarter les offres qui n'ont pas reçu au moins la note de 3 sur 5 sur l'un ou l'autre des critères d'adjudication.

44 Décision d'adjudication

- 44.1 La décision d'adjudication sera notifiée par publication sur la plateforme SIMAP. Chaque soumissionnaire recevra par ailleurs le jour de la publication un courriel SIMAP contenant :
- a) l'information relative à la parution de la décision d'adjudication ;
 - b) un lien vers la plateforme de partage de documents « VdGBox » donnant accès aux tableaux de notes.

La date de publication sur la plateforme électronique SIMAP.CH vaut point de départ du délai de recours.

- 44.2 Cette décision est susceptible de recours auprès de la Chambre administrative de la Cour de justice dans un délai de 10 jours dès sa réception.
- 44.3 L'autorité adjudicatrice se réserve le droit d'adjuger tout ou partie de l'offre sans que le soumissionnaire ne puisse revendiquer de compensation.
- 44.4 Dès notification de la décision d'adjudication, tout soumissionnaire qui n'est pas adjudicataire du marché peut solliciter des explications en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations émises sur son offre.
- 44.5 En déposant son offre le soumissionnaire accepte, dans le cadre de la procédure d'adjudication, que les notes qui lui sont attribuées soient communiquées à l'ensemble des soumissionnaires.

VIII CLAUSES CONTRACTUELLES

45 Intégration de l'offre au contrat

- 45.1 L'offre retenue fera partie intégrante du contrat. Ce dernier prendra la forme du projet de contrat annexé qui sera complété par les éléments de l'offre de l'adjudicataire.
- 45.2 En cas d'adjudication, le contrat sera établi par la Ville de Genève.

IX DISPOSITIONS FINALES

46 Documents d'appel d'offres

- 46.1 Tous les documents requis dans l'appel d'offres font partie intégrante de l'offre.

47 Interprétation des documents d'appel d'offres

- 47.1 Si le présent document et ses annexes peuvent s'interpréter de plusieurs manières, le soumissionnaire a l'obligation d'en aviser par écrit l'autorité adjudicatrice dans les plus brefs délais.

- 47.2 Dans le doute, les clauses et conditions de la soumission doivent s'interpréter dans le sens de la meilleure exécution.

48 Propriété et confidentialité des documents et informations

48.1 Le présent cahier de soumission et ses annexes :

- a) peuvent être remis à toutes les personnes participant directement à la rédaction de l'offre ;
- b) doivent être traités de manière confidentielle et ne doivent pas être divulgués ni accessibles à des tiers.

48.2 L'autorité adjudicatrice s'engage à traiter de manière confidentielle toutes les informations reçues dans le cadre du présent appel d'offres.

48.3 Les soumissionnaires conservent leurs droits d'auteur sur tous les documents et supports qu'ils transmettent à l'autorité adjudicatrice.

48.4 Toutefois, tous les documents déposés par le soumissionnaire retenu comme adjudicataire, deviennent propriété exclusive de l'autorité adjudicatrice.

49 Droit d'adjudication d'un nouveau marché lié au présent marché

49.1 Conformément à l'article 15 alinéa 3 lettre h du Règlement sur la passation des marchés publics, l'autorité adjudicatrice se réserve le droit d'adjuger un nouveau marché lié au présent marché par le biais de la procédure de gré à gré.

50 Autres dispositions

50.1 Pour le surplus, les dispositions du Règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (RMP, L 6 05.01), sont notamment applicables.

X ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En répondant au présent appel d'offres, le soumissionnaire :

- s'engage à accepter toutes les conditions définies dans tous les documents qui le composent. En déposant son offre, le soumissionnaire atteste avoir reçu toutes les informations nécessaires à l'établissement d'une offre précise. Il déclare également connaître avec exactitude la nature de l'objet du marché visé par la soumission ;
- à cette fin, il confirme avoir fourni à l'autorité adjudicatrice l'ensemble des documents requis à la participation au présent appel d'offres cités à l'article 28 relatif à la présentation de l'offre ;
- confirme au surplus que toutes les indications, informations et preuves fournies dans son offre sont exactes et conformes à la réalité et accepte que l'autorité adjudicatrice, ou ses représentant-e-s, puissent les vérifier ;
- confirme que l'offre déposée inclut toutes les prestations strictement justifiées pour la réalisation du contrat et le bon déroulement de l'exécution du marché. En conséquence, le soumissionnaire s'engage, pour lui et ses ayants droits, à exécuter l'ensemble du marché au prix de son offre en se conformant à l'ensemble des conditions et spécifications techniques du marché ;
- confirme disposer en temps utiles des matériaux nécessaires et/ou de la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution du présent marché ;
- engage sa responsabilité quant à la qualité des matériaux qu'il fournit et/ou de la bien façon des prestations qu'il s'engage à exécuter ;

- s'engage à être disponible en cas de demandes d'explications de la part de l'autorité adjudicatrice relative à son aptitude et à son offre ;
- s'engage, en remplissant son offre, à avoir tenu compte du fait que l'autorité adjudicatrice n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toutes les questions d'éclaircissement durant la période prévue à cet effet. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que les documents faisant partie intégrante du présent appel d'offres n'étaient pas assez précis ;
- confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- confirme qu'il n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour chaque sous-traitant ;
- garantit l'égalité de traitement entre femmes et hommes, y compris pour chaque sous-traitant ;
- garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs et des travailleuses et la législation sur le travail forcé/contraint et de personnel mineur, y compris pour chaque sous-traitant ;
- prend acte que le non-respect de toutes les conditions énumérées dans l'ensemble des documents faisant partie intégrante du présent marché entraînera son élimination d'office ;
- accepte que l'autorité adjudicatrice puisse renoncer à l'exécution de certaines prestations ou réalisations si elle estime que celles-ci ne sont plus nécessaires ou utiles, auquel cas aucune rémunération ou compensation est due ;
- accepte que l'autorité adjudicatrice puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, elle devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude ;
- confirme, en cas d'adjudication, sa volonté de signer le projet de contrat annexé qui sera complété par les éléments de son offre.